

TUNISIE 1930 - 1939

À partir des années 1930, le leadership politique passe dans les mains du Néo-Destour.

1932

Albert Memmi intègre le prestigieux lycée français de Tunis, situé dans le centre ville européen. Cette entrée à l'école républicaine est pour lui à la fois un privilège et une épreuve cruelle. *J'avais cru que par une faveur insigne on m'ouvrait les portes du monde.*

> En novembre 1932, levée des nombreuses restrictions à l'action syndicale en Tunisie.

1933

Une dynamique nouvelle du nationalisme résulte de l'orientation spécifiquement tunisienne, libérale et laïque donnée au Destour par **Habib Bourguiba**.

1934

Rupture avec le vieux Destour. Sans avoir un programme véritablement différent, une nouvelle génération de dirigeants du Destour scissionne de celui-ci pour fonder le Néo-Destour. Sa principale différence est de faire appel aux mobilisations de masse et de ne pas reculer devant la violence.

Le mode d'organisation très centralisé du Néo-Destour s'accompagne de pouvoirs exorbitants entre les mains du président du parti, **Habib Bourguiba**.

Pas plus que le « Vieux-Destour », le « Néo-Destour » ne revendique pour autant l'indépendance. Le parti fondé par Bourguiba ne cherche pas à rompre avec le colonialisme mais à le réformer.

Les chefs du Néo-Destour sont déportés dans le Sud.

Abandon de la revendication d'indépendance par les communistes, dont l'organisation prend le nom de Parti communiste tunisien (PCT) : ils s'alignent en effet sur le tournant en ce domaine opéré par le PCF et l'Internationale communiste stalinisée.

1935

> Le 17 juillet 1935, douze grévistes des mines de fer de Djerissa sont tués par l'armée.

1936

Les chefs du Néo-Destour sont libérés par le gouvernement Léon Blum qui ouvre des négociations.

1937

> En mars 1937, des militants tunisiens créent la seconde CGTT qui se veut une réincarnation de la première CGTT, écrasée en 1925. Celle-ci doit faire face à l'hostilité de la CGT et de toutes les forces politiques de gauche, communistes inclus. Grève dans le bassin minier de Gafsa. Elle est réprimée par les autorités coloniales françaises (du Front populaire) et 17 mineurs sont tués.

En juillet, rapidement, le Néo-Destour relègue le Vieux-Destour à l'arrière plan : il compte environ 486 cellules en ville comme dans les campagnes. Des incidents sanglants se produisent et provoquent à nouveau l'arrestation des chefs du Néo-Destour

> En août 1937, après la répression de Gafsa, la CGTT lance un mot d'ordre de grève générale de protestation pour le 4 août. La CGT s'y rallie et cette grève est massivement suivie par les adhérents des deux centrales.

> Le 20 novembre 1937, le Néo-Destour appelle à la grève générale.

1938

> Le 8 janvier 1938, déterminé à contrôler l'ensemble des forces nationales, le Néo-Destour veut placer la nouvelle centrale CGTT sous son contrôle. Face à la volonté de celle-ci de sauvegarder son autonomie, un groupe de néo-destouriens s'empare de la direction de la CGTT, ce qui fait exploser la centrale. Refusant ce coup de force et attachés à l'autonomie du mouvement syndical, la majorité des militants de la CGTT rejoignent la CGT.

Manifestation contre l'interdiction de territoire au militant syndicaliste Hassan Nouri. Elle est durement réprimée (6 morts et des dizaines de blessés).

Dans la Tunisie sous protectorat français (gouvernement du Front populaire), une nouvelle grève générale a lieu le 8 avril 1938, cette fois-ci à l'appel du Néo-Destour. Manifestations de rue pour des réformes politiques et l'indépendance.

Elle est suivie, le 9 avril, d'une répression brutale. Sanglante fusillade (automitrailleuses) par les forces coloniales françaises : 22 morts et 150 blessés. Proclamation de l'état de siège.

Bourguiba est arrêté et le Néo-Destour dissous. Les militants du Néo-Destour entrent dans la clandestinité. La répression est déclenchée par le gouvernement du Front populaire avec le soutien des forces de gauche. Un fossé durable existe désormais entre le mouvement ouvrier européen et les nationalistes tunisiens.

> En juin 1938, par décrets, toute activité politique devient strictement contrôlée, une censure stricte est imposée à toute la presse et les manifestations populaires sous forme de cortèges ou de meetings sont prohibées.